

Valdības Vēstnesis

Maksa par „Valdības Vēstnesi” sākot no 1. janvāra
 Saņemot ekspedīcijā:
 Par 1 mēnesi 1 lats 50 cent.
 Piesūtot mājā un pa pastu:
 Par 1 mēnesi 1 lats 80 cent.
 Par atsevišķu numuru: saņemot
 ekspedīcijā 8 .
 Pie atkāpārdevējiem 7 .

Latvijas valdības
 iznāk katru dienu, izņemot

 Redakcija:
 Rīgā, pili Nr. 3. Tel. Nr. 9-89
 Rūkas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
 svētdienas un svētkudienas

 Kantoris un ekspedīcija:
 Rīgā, pili Nr. 1. Tel. Nr. 9-57
 Atvērš no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:
 a) īsu sludinājumi līdz 30 vien-
 slejīgām rindīņām 3 lat. 60 sant.
 par katru tālāku rindīņu 12 .
 b) citām iestādēm un amata per-
 sonām par katru vienslejiņu
 rindīņu 16 .
 c) privātiem par katru vienslejiņu
 rindīņu (par obligat. sludin.) 20 .

№ 80 Trešdien, 8. aprīli 1925. g. Astotais gads

Likums par tirdzniecības un kuģniecības līgumu starp Latviju un Daniju.
 Likums par tirdzniecības un kuģniecības līgumu starp Latviju un Islandi.
 Vecauces policijas iecirkņa pārdēvēšana.
 Rīkojums par zobu ārstu reģistrēšanos.
 Papildinājums pie celtuvju lietošanas taksas.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents
 izsludina šādu likumu:

LIKUMS
 par

tirdzniecības un kuģniecības līgumu starp Latviju un Daniju.

1924. g. 3. novembrī Rīgā starp Latviju un Daniju noslēgtais un parakstītais tirdzniecības un kuģniecības līgums līdz ar beigu protokolu ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.
- Likums stājas spēkā no izsludināšanas dienas. Līdz ar likumu izsludināms arī šī likuma 1. pantā minētais līgums līdz ar beigu protokolu un to tulkojums la. viešu valodā.
- Līgums līdz ar beigu protokolu stājas spēkā piecpadsmitā dienā pēc līguma 36. pantā paredzētās ratifikācijas dokumentu apmaiņas.

Rīgā, 1925. g. 8. aprīli.

Valsts Prezidents J. Čakste.

Traité
de Commerce et de Navigation
entre
la Lettonie et le Danemark.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Monsieur Louis S e j a, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur J. C l a n, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Mission spéciale,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans le territoire de l'autre.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront, en se conformant aux lois du pays, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront également, en se conformant aux lois du pays, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers et immobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qui peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges,

libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis à payer, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés, que ceux que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, en se conformant aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes, pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un accès libre auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes; et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront également de tous les droits et privilèges dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront réciproquement exempts de tout service militaire personnel obligatoire, soit dans l'armée de terre, de mer ou de l'air, soit dans la garde ou milice nationale; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel obligatoire, ainsi que de tout emprunt forcé.

Il n'est fait d'exception que pour les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien fonds, ainsi que pour les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers. En ce qui concerne

les obligations et exemptions énumérées ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas soumis, sur les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui que est ou pourra être accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas contraints, en se conformant aux lois du pays, à subir des charges ou à payer des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les Hautes Parties Contractantes sont convenues que des conventions spéciales régleront la protection réciproque de la propriété intellectuelle et industrielle.

Article 9.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières (y compris d'assurance) qui sont ou seront constituées, conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes qui ont leur domicile dans le territoire de cette Partie, sont autorisées, dans le territoire de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les Pays respectifs. Les sociétés et associations susnommées jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce puissance.

Lesdites sociétés, une fois admises, jouiront quant à l'exercice de leur activité ainsi qu'au droit d'acquies, de posséder ou d'affermir des biens mobiliers et immobiliers d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ni leurs activités, ni leurs biens ne seront assujettis à des impôts, taxes, contributions de quelque nature que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés ou pourront être imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans les ports et les villes de l'autre Partie. Avant qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer ses fonctions, il devra, en observant les formes en usage, avoir été reconnu par le Gouvernement sur le territoire duquel il aura sa résidence.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, exemptions et privilèges qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, sur le même pied que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons, à leur arrivée au territoire de l'autre pays, soit qu'ils viennent directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article 12.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Lettonie ou de Danemark (y compris le Groënland) jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne les droits de douane, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit qui, en supplément aux droits d'entrée serait prélevé à l'importation des produits, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée. Le dit traitement comprendra aussi le régime douanier, toutes les formalités de douane, le remboursement des droits acquittés, l'entreposage et les certificats d'origine.

Article 13.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays en transit sur le territoire de l'une des Parties utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et à tout autre égard, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Article 14.

Les produits exportés de Danemark à destination de la Lettonie ou les produits exportés de Lettonie à destination du Danemark jouiront, en tout ce qui concerne les droits d'exportation, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit, levé à l'exportation des produits des deux pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits, exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination du territoire de l'autre, qui ne s'étendra pas également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition:

- 1) visent la sécurité publique ou la sécurité d'Etat;
- 2) sont des mesures sanitaires ou de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article 16.

Chacun des deux Pays Contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux personnes, bagages, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Le trafic en transit ne sera soumis à aucun droit spécial par rapport au transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés exclusivement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration provoquées par le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes ne sera tenue par cet article à accorder passage aux voyageurs dont l'admission est défendue dans son territoire ou aux marchandises d'une catégorie dont l'importation est prohibée, soit pour sauvegarder la santé, la sécurité publique et la sécurité d'Etat, soit comme mesure de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article 17.

Les personnes, bagages et marchandises remis au transport dans le territoire de l'une des Parties Contractantes et devant être expédiés sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à travers ce territoire à destination d'un tiers Etat, jouiront à l'égard de ce transport du même traitement que les personnes, bagages et produits nationaux ou de la nation la plus favorisée. Seront traitées pareillement les marchandises remises au transport dans un tiers Etat et devant être expédiées à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie Contractante. Les marchandises destinées à l'exportation de l'un des deux Pays pour l'autre jouiront également en ce qui concerne le transport sur le territoire du premier Pays du même traitement que les marchandises destinées à l'exportation pour le pays le plus favorisée.

Article 18.

En tout ce qui concerne les droits de consommation, de production, de vente, de monopole et tous autres droits internes, les produits originaires et en provenance de l'un des Pays Contractants jouiront dans l'autre du même traitement qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits à des conditions spéciales de prix de vente ou d'achat, sanctionnées par le Gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui soient appliquées ou puissent être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article 20.

Les négociants, les fabricants et les industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans le territoire de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront en se soumettant aux lois et règlements en vigueur dans les deux Pays, dans le territoire de l'autre, soit en personne, soit par des commis-voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis-voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'imposition et de facilités du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts sus-mentionnés, seront, dans chacun des deux Pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits

de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par loi ou par règlements. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés, lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article 21.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Hautes Parties Contractantes par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante, sans être soumis à aucun droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autre ou plus élevé que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation de façon que les mêmes droits de sortie seront payés et les mêmes primes et ristournes seront accordés, dans le territoire de chacune des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce Puissance.

Article 22.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon d'une tierce Puissance, aucun privilège ni aucune facilité qui, en pareil cas, ne soit également accordé aux navires de l'autre Pays, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ces rapports, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article 23.

Les navires lettons entrant dans un port de Danemark et réciproquement, les navires danois entrant dans un port de Lettonie, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour les navires nationaux, ou pour les navires appartenant aux ressortissants de la nation la plus favorisée. En continuant son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, lesdits navires pourront y décharger le reste de leur cargaison, toujours en se conformant aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays. De la même manière et sous la même restriction, tout navire de l'une des Parties Contractantes pourra charger dans les divers ports de l'autre, au cours du même voyage pour l'étranger.

Article 24.

Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux Pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux ou sur les navires de la nation la plus favorisée.

Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article 25.

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties Contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Article 26.

Les dispositions du présent Traité ne pourront autoriser l'une des Hautes Parties Contractantes à faire le cabotage ni à exiger les faveurs qui sont accordées ou qui pourraient être accordées à la pêche nationale.

Article 27.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes, seront, dans le territoire de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître les différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales, de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales dans le cas, où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Article 28.

Si un marin déserte un navire appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consulaire compétent du Pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 29.

En cas d'échouement d'un navire de l'une des Parties Contractantes sur les côtes de l'autre, le navire, la cargaison et l'équipage jouiront à tous les égards du même traitement que celui que la législation des pays respectifs accorde dans ces conditions à ses propres navires ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Le plus proche officier consulaire du pays auquel appartient le navire en sera informé le plus tôt possible à l'effet de faciliter au capitaine les moyens de remettre à flot le navire sous la surveillance et avec l'aide de l'autorité locale et de surveiller l'opération.

Les autorités locales devront de toute façon prêter leur concours à l'officier consulaire dans l'exécution de sa mission pour la sauvegarde de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison.

S'il y a bris et naufrage ou abandon du navire l'autorité demandera l'avis de l'officier consulaire sur les mesures à prendre pour la garantie de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison jusqu'à ce que les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir se présentent.

Les produits ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure. Toutefois les victuailles sauvées qui ne sont pas vendues, mais servent à l'alimentation de l'équipage, sont exemptées de droits. Pour les droits et frais de sauvetage et conservation du navire et de la cargaison, le bâtiment échoué sera traité comme le serait un bâtiment national (en pareil) cas.

Article 30.

Une convention spéciale réglera la reconnaissance réciproque des certificats

de jaugeage et de navigabilité délivrés par les autorités compétentes.

Article 31.

Les navires marchands navigant sous pavillon letton ou danois et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés en Danemark et en Lettonie comme navires lettons ou danois.

Article 32.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux Pays bénéficieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre Pays des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé.

Article 33.

Sauf dispositions contraires dans le présent Traité les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture, leur navigation, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordée ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article 34.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes relatifs à l'application et à l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis à un tribunal d'arbitrage qui le cas échéant se composera d'un représentant de chacune des Hautes Parties Contractantes et d'un arbitre qu'elles désigneront parmi les ressortissants d'un tiers Etat. A défaut d'un accord entre les deux Gouvernements du choix de l'arbitre le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale sera prié de le désigner.

Le siège du tribunal sera fixé par les Hautes Parties Contractantes ou, à défaut d'un accord y relatif, par l'arbitre.

Le tribunal suivra la procédure sommaire prescrite par le règlement adopté par la Cour Permanente de Justice Internationale le 24 mars 1922, section C (Article 67-70).

Les décisions prises par le tribunal d'arbitrage pourront au cours d'un mois après leur notification aux Hautes Parties Contractantes être soumises par chacune de celles-ci à la Cour Permanente de Justice Internationale en vue de révision.

Article 35.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, stipulé par le présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir:

a) les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maxima de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière).

b) les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par une des Hautes Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui serait conclue à l'avenir.

Le Danemark n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaitra à un des Etats Baltiques (Finlande, Estonie, Lituanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que le Danemark pourra réclamer immédiatement lesdits avantages au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un des Etats non cités ci-dessus.

De même la Lettonie n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Les dispositions du présent Traité ne seront pas appliquées sur le territoire de Groënland.

Article 36.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double original à Riga, le 3 novembre 1924.

L. Seja (signature).
J. Cīan (signature).

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, conclu à la date de ce jour, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit:

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unio-nelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Lettonie, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordé ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Fait en double original à Riga, le 3 novembre 1924.

L. Seja (signature).
J. Cīan (signature).

Tulkojums no franču valodas.

Tirdzniecības un kuģniecības līgums starp Latviju un Daniju.

Latvijas Republikas Prezidents un Viņa Majestāte Danijas un Islandes Karalis, vēlēdamies veicināt abu Valstu tirdzniecības un kuģniecības sakaru attīstību, nolēma noslēgt šai nolūkā tirdzniecības un kuģniecības līgumu un iecēla par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Ludvīgu Sējas kungu, ārlietu ministri,

Viņa Majestāte Danijas un Islandes Karalis:

J. Cīan kungu, savu ārkārtēju uzdevumiem, un uzdevumiem,

kuģi savstarpēji iepazīušies ar viņu attiecīgām pilnvarām, kas atrastas labā un pieuācīgā kārtībā, vienojās par sekošiem pantiem:

1 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie var savstarpēji, piemērojoties vietējiem likumiem, iebraukt, ceļot vai atgriezties pilnīgi brīvi otrās teritorijā.

2 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie, ja tie piemērojas vietējiem likumiem, bauda katrā ziņā tādas pašas tiesības, kā vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgie, attiecībā uz ceļošanu un atgriešanos, studijām un pētījumiem, amatā un profesiju piekopsanu, viņu īpašības un manufaktūras uzņēmumu īpašības un tiesībām tirgoties ar visām tirdzniecībā pieļaujamām precēm.

3 pants.

Augsto līgumslēdzēju valstu piederīgie var tāpat, piemērojoties vietējiem likumiem, iegūt un valdīt kustamu un nekustamu mantu, vienlīdzīgi ar vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem. Attiecībā uz kustamu un nekustamu mantu nodošanu testamentariskā vai citā veidā, un uz tiesību rīkoties, vienlaigā veidā, ar visādām mantām, kuras ne likumīgi varētu iegūt, tie bauda otrās valsts teritorijās, piemērojoties attiecīgās valsts likumiem, visas priekšrocības, brīvības un tiesības, un tiem neuzliek šai ziņā citus vai augstākus nodokļus, taksas vai nodevas, neatkarīgi no viņu nosaukuma, kā tos, kuģi tiek piemēroti vietējiem pilsoņiem vai vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem.

4 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie var tāpat savstarpēji brīvi

izvest par viņu pārdoto īpašumu iegūto maksu un vispārīgi viņu mantas, tiem neuzliekot pie izvešanas citus vai augstākus nodokļus, kā tos, kuģus vietējiem pilsoņiem vai vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem būtu jāmaksā līdzīgā gadījumā.

5 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgiem nodrošina, piemērojoties vietējiem likumiem, pastāvīgu un pilnīgu aizsardzību un drošību, attiecībā uz viņu personām un īpašumiem; tiem brīvi pieejamas tiesas, lai prasītu un aizstāvētu savas tiesības visās likumā paredzētās instancēs; tiem bez tam atļauts iesniegt savas prasības pret valsti un tās orgāniem, tiesu un citās piekritīgās iestādēs; attiecībā uz citām tieslietām, tiem vienlīdzīgi nodrošinātas visas tiesības un priekšrocības, kuras piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem.

Tie var lietot visās instancēs advokātus, aizstāvjus un visādu veidu aģentus, kuras attiecīgās valsts likumi pieļauj, un tie bauda šai ziņā tās pašas tiesības un priekšrocības, kuras piešķirtas vai tiks piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem.

6 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie vienlīdzīgi atsavināmi no katra obligatoriska personīga kara dienesta kā sauszemes un jūras spēkos vai gaisa flotē, tā arī nacionālā apsardzībā vai milicijā, no visām nodevām naudā vai graudā, kas uzliktas obligatoriska personīga dienesta vietā, kā arī no katra piespiedu aizņemuma.

Izņēmums pieļaujams vienīgi ar pienākumiem, kas stāv sakarā ar kautkāda veida valdīšanu par nekustamu īpašumu, tāpat arī uz klausām un militārām rekvizīcijām, kuras var uzlikt visiem vietējiem pilsoņiem kā zemes īpašniekiem vai nomniekiem. Attiecībā uz augšā minētiem pienākumiem un izņēmumiem katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie bauda otrās valsts teritorijā vismaz tikpat lielu labvēlību, kāda piešķirta vai tiks piešķirta vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie vienlīdzīgi atsavināti no katra tiesas, administratīvā vai pašvaldības pienākuma un amata.

7 pants.

Katras augstās līgumslēdzējas valsts piederīgie, saskaņā ar vietējiem likumiem, neuzliek citādu vai lielākus pienākumus vai nodevu, nodokļu, taksu vai piespiedu nodevu maksājumus, neatkarīgi no viņu nosaukuma, kā tikai tos, kuģi uzlikti vai tiks uzlikti vietējiem pilsoņiem vai vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem.

8 pants.

Augstās līgumslēdzējas valstis vienojas, ka sevišķas konvencijas nokārtos garīgā un rūpnieciskā īpašuma savstarpējo aizsardzību.

9 pants.

Akciju vai citām sabiedrībām un tirdzniecības, rūpniecības vai finansu savienībām (ieskaitot apdrošināšanas sabiedrības), kuras nodibinātas vai tiks nodibinātas saskaņā ar vienas augstās līgumslēdzējas valsts likumiem un kuģu mīteklis atrodas šīs valsts teritorijā, ir atļauts otras valsts teritorijā, piemērojoties pēdējās likumiem, izlietot savas tiesības un uzstāties tiesās kā prasītājam vai kā atlīdzētājam.

Iepriekšējais noteikums neiespaido nekādā ziņā jautājuma izšķiršanu, vai līdzīgai sabiedrībai vai savienībai, kas nodibināta vienā no abām valstīm, piešķirama vai nav piešķirama tiesība tirgoties vai nodarboties ar rūpniecību otrā valstī, kāda tiesība arvien paliek padota attiecīgās valstis spēkā esošiem likumiem un noteikumiem. Augšā minētās sabiedrības un savienības bauda šai ziņā tādas pašas tiesības un priekšrocības, kādas piešķirtas vai tiks piešķirtas kādas trešās valsts līdzīgām organizācijām.

Kad minētās sabiedrības būs pieļaušas, tās baudīs, attiecībā uz viņu darbību, kā arī uz tiesību iegūt, valdīt vai nomāt kustamus un nekustamus īpašumus, tādu pat labvēlību, kāda piešķirta vai tiks piešķirta vislielāko labvēlību baudošās valsts sabiedrībām.

Viņu darbībai un viņu īpašumiem neuzliek citus vai augstākus nodokļus, taksas un piespiedu maksājumus, neatkarīgi no viņu nosaukuma, kā tos, kuģus uzlikti vai uzliks vislielāko labvēlību baudošās valsts sabiedrībām.

10 pants.

Augstās līgumslēdzējas valstis savstarpēji piešķir tiesību iecelt konsulārus pārstāvjus otrās valsts ostās un pilsētās. Lai konsulars ierēdnis varētu izpildīt savu amatu, tam jābūt atzītam no tās valdības, kuras teritorijā būs viņa mīteklis, ievērojot parastās formas.

Katras līgumslēdzējas valsts konsularie ierēdņi bauda otrās valsts teritorijā tās pašas tiesības, izņēmuma tiesības un priekšrocības, kādas piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās valsts līdzīgas pakāpes konsulariem ierēdņiem.

11 pants.

Starp abu augsto līgumslēdzēju valstu teritorijām pastāv savstarpēja tirdzniecības un kuģniecības brīvība. Katras līgumslēdzējas valsts piederīgie var, vienlīdzīgi ar vietējiem pilsoņiem vai vislielāko labvēlību baudošās valsts piederīgiem, pilnīgi brīvi apmeklēt ar saviem kuģiem un kravām otrās valsts teritorijas vietas, ostas un ūpes, kas atvērta vai varēs tikt atvērta ārējai tirdzniecībai; tiem tomēr vienmēr jāpiemērojas tās valsts likumiem, kurā tie ierodas.

Katras līgumslēdzējas valsts piederīgiem vai sabiedrībām piederošie tirdzniecības kuģi, viņu personāls un kravas, ierodoties otrās valsts teritorijā tieši no savas vai no citas valsts, un neatkarīgi no tā, no kurienes nāk un uz kurieni iet viņu kravas bauda visādā ziņā vismaz tādu pat labvēlību, kāda piešķirta vislielāko labvēlību baudošās valsts vai arī nacionāliem kuģiem, personālam un kravām.

12 pants.

Jēlvielām vai fabrikātiem, kuģi cēlušies vai nāk no Latvijas vai Danijas (ieskaitot Groenlandi), piemēro, ievēdot tos otras valsts teritorijā, attiecībā uz muitas nodokļiem, paaugstinājuma koeficientiem un uz katru citu nodokli, kuģu varētu uzlikt ievēdāmiem ražojumiem kā ievēšanas nodokļu papildinājumu, vismaz tādu pat labvēlību, kā to, kuģa piešķirta vai varētu tikt piešķirta vislielāko labvēlību baudošās valsts ražojumiem. Šīs tiesības attiecināmas arī uz muitas noteikumiem, uz visām muitas formalitātēm, uz samaksāto nodokļu atlīdzināšanu, uz novērtēšanu un uz izcelšanas vietas apstiprināšanu.

13 pants.

Ražojumiem, kuģi cēlušies vai nāk no kuras katras citas valsts un atrodas tranzītā caur vienas līgumslēdzējas valsts teritoriju, neatkarīgi no tā, vai tos novieto vai nenovieto brīvostās, brīvās noliktavās, tranzīta noliktavās vai citās muitas noliktavās, piešķir, tos ievēdot otras valsts teritorijā, attiecībā uz ievēšanas nodokļiem, visiem citiem nodokļiem un vispārīgi visādā citā ziņā, vismaz tādu pat labvēlību, kādu piešķir ražojumiem, kuģi ievesti tieši no ražotājas valsts.

14 pants.

Ražojumiem, kuras no Danijas ievēd Latvijā vai no Latvijas-Danijā, piešķir, attiecībā uz izvešanas nodokļiem, paaugstinājuma koeficientu piemērošanu un uz visiem citiem nodokļiem, kuģus uzlikt, izvedot abu valstu ražojumus, vismaz tādu pat labvēlību, kāda piešķirta vai varētu tikt piešķirta ražojumiem, kuras izved uz kādu vislielāko labvēlību baudošu valsti.

15 pants.

Nekāds aizliegums vai ierobežojums netiek uzturēts spēkā vai ievests vienā no līgumslēdzējām valstīm, ievēdot vai izvedot kādu priekšmetu, kuģš nāk no otras valsts teritorijas vai iet uz turieni, ja tas līdzīgi netiek attiecināts uz līdzīgiem priekšmetiem, kuģš nāk no kuras katras citas valsts vai iet uz turieni.

Ši panta noteikumi netiek piemēroti, ja kāda aizlieguma ievēšana vai uzturēšana spēkā:

- 1) attiecas uz sabiedrisko vai valsts drošību;
- 2) pamatojas uz sanitāriem rīkojumiem vai uz aizsardzības soļiem pret lošu un atādu slimībām.

16 pants.

Katra no abām līgumslēdzējām valstīm apņemas piešķirt brīvu tranzītu pa savu teritoriju personām, bagāžai, precēm, lieliem un maziem kuģiem, ratiem, vagoniem vai citiem transporta līdzekļiem, kas nolemti sūtīšanai uz otru valsti vai izvesti no tās, un attiecināt uz viņiem vismaz tikpat labvēlīgus noteikumus, kā tie, kuģi piešķirti vislielāko labvēlību baudošai valstij.

Tranzītā esošās preces nav aplikamas ne ar kādiem sevišķiem nodokļiem par

viņu caurvešanu (ieskaitot ievēšanu un izvešanu), izņemot nodokļus, kuģi nolemti vienīgi uzraudzības un administrācijas izdevumu segšanai, kas caur šādu tranzītu celtos; šis noteikums neattiecas tomēr uz fiskāliem nodokļiem, kas stāv sakarā ar darījumiem, kuģu objekts šīs preces varētu būt viņu novietošanas vai transporta laikā.

Neviens no augstām līgumslēdzējām valstīm nav spiests uz šī panta pamata pieļaut tādu ceļotāju tranzītu, kuģu iebraukšana viņas teritorijā ir aizliegta, vai tādu kategoriju preču tranzītu, kuģu ievēšana ir noliegta ar nolūku sargāt veselību, sabiedrisko un valsts drošību, vai aizsargāties pret lošu un atādu slimībām.

17 pants.

Personas, bagāžas un preces, kuras nodotas vienas līgumslēdzējas valsts teritorijā un kuras nolemtas sūtīšanai uz otras līgumslēdzējas valsts teritoriju vai caur šo teritoriju uz kādu trešu valsti, bauda, attiecībā uz šo transportu, tādas pat tiesības, kā pašas valsts vai vislielāko labvēlību baudošās valsts personas, bagāža un ražojumi. Tādas pat tiesības piešķir precēm, kas nodotas transportam kādā trešā valstī un nolemtas sūtīšanai caur vienas līgumslēdzējas valsts teritoriju uz otras līgumslēdzējas valsts teritoriju.

Precēm, kuras nolemtas izvešanai no vienas līgumslēdzējas valsts uz otru, tāpat piešķir, attiecībā uz transportu pa pirmās valsts teritoriju, tādas pat tiesības, kā precēm, kuras nolemtas izvešanai uz vislielāko labvēlību baudošu valsti.

18 pants.

Attiecībā uz patēriņa, ražošanas, pārdošanas, monopola un visiem citiem iekšzemes nodokļiem, ražojumiem, kuģi cēlušies vai nāk no vienas līgumslēdzējas valsts, piešķir otrā valstī tādas pat tiesības, kādas piešķirtas vai varētu tikt piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās valsts ražojumiem.

19 pants.

Gadījumā, ja viena no līgumslēdzējām valstīm padotu zināmu ražojumu ievēšanu vai izvešanu sevišķiem pārdošanas vai pirkšanas cenu nosacījumiem, kuģi apstiprināti no valdības vai no valdības pilnvarotiem orgāniem, tad otrai valstij piemēro labvēlīgākos nosacījumus, kādus piemēro vai varētu piemērot kādas trešās valsts ražojumiem vai piederīgiem.

20 pants.

Vienas augstās līgumslēdzējas valsts tirgotāji, fabrikanti un rūpnieki, kuģi dzīvo šīs valsts teritorijā, un tur nodarbojas ar tirdzniecību un rūpniecību un kuģi, uzrādot savas valsts iestāžu izdotu legitimācijas karti, pierāda, ka tiem ir tiesība nodarboties tur ar tirdzniecību vai rūpniecību un ka tie tur nomaksā likumos paredzētās taksas un nodokļus, var, padodoties abās valstīs spēkā esošiem likumiem un noteikumiem, otras valsts teritorijā, personīgi vai caur ceļotājiem-aģentiem, izdarīt iepirkumus vai pieņemt pasūtījumus, ar vai bez paraugiem. Šiem tirgotājiem, fabrikantiem, rūpniekiem un viņu ceļotājiem-aģentiem, kad tie izdara tādā kārā iepirkumus un pieņem pasūtījumus, piešķir nodokļu atvieglinājumu ziņā vislielāko labvēlību baudošās valsts tiesības.

Priekšmeti, kas ievesti kā paraugi augšā minētos nolūkos, pagaidām atsavināmi katrā no abām valstīm no ievēšanas nodokļiem, saskaņā ar muitas noteikumiem un formalitātēm, kādas paredzētas viņu atkalizvešanas nodrošināšanai vai noteikto muitas nodokļu nomaksai tai gadījumā, ja atkalizvešana nenotiek likumos vai noteikumos paredzētā laikā. Minētā priekšrocība tomēr neattiecas uz priekšmetiem, kuras viņu daudzuma vai vērtības dēļ nevar uzskatīt par paraugiem, vai kuģu identitāti, viņu īpašību dēļ, nebūtu iespējams konstatēt, tos atkal izvedot. Tiesība izšķirt jautājumu par kādā parauga atsavināšanu no ievēšanas nodokļiem, piekrit visos gadījumos vienīgi tās vietas kompetētām iestādēm, kur ievēšana notikusi.

21 pants.

Visus priekšmetus, kuras likumīgi ievēd vai varētu ievest vienas augstās līgumslēdzējas valsts ostās ar kuģiem zem nacionālā karoga vai zem vislielāko labvēlību baudošās valsts karoga, var tāpat ievest šīs ostās ar kuģiem zem otrās līgumslēdzējas valsts karoga; šiem priekšmetiem neuzliek nekādus citus vai augstākus nodokļus vai maksājumus, neatkarīgi no viņu nosaukuma, kā tikai

tos, kādus uzliktu tiem pašiem priekšmetiem, ja tos ievestu ar kuģiem zem nacionālā karoga vai zem vislielāko labvēlību baudošas valsts karoga. Šādas tiesības piemēro neatkarīgi no tā, vai minētie priekšmeti tiek ievesti tieši no viņu izcelšanās vietas, vai no kuģa katras citas ārvalsts.

Tāpat arī ievēro pilnīgu vienādību attiecībā uz izvešanu; katras līgumslēdzējas valsts teritorijā uzliek vienlīdzīgus izvešanas nodokļus un piešķir vienlīdzīgas premijas un atmaksas, kad izved kādu priekšmetu, kuģu var vai varēs likumīgi no turienes izvest, neatkarīgi no tā, vai šī izvešana notiek ar kuģiem zem nacionālā karoga vai zem vislielāko labvēlību baudošas valsts karoga un neatkarīgi no vietas, uz kurieni priekšmetu izved, vai tās būtu kāda otrās līgumslēdzējas valsts ostas vai kādas trešās ārvalsts osta.

22. pants.

Attiecībā uz kuģu piestātnes vietu un viņu iekļaušanu un izkļaušanu augsto līgumslēdzēju valstu teritorialos ūdeņos, viena līgumslēdzēja valsts nepiešķir kuģiem, kas brauc zem nacionālā karoga vai zem kādas trešās ārvalsts karoga, nekādu priekšrocību vai atvieglinājumu, kurš netiktu līdzīgā gadījumā attiecināts arī uz otrās līgumslēdzējas valsts kuģiem, ievērojot līgumslēdzēju valstu vēlēšanos piešķirt šai ziņā viņu kuģiem pilnīgi vienlīdzīgas tiesības.

23. pants.

Latvijas kuģi, kuģi, iebrauc kādā Danijas ostā, un tāpat Danijas kuģi, kuģi iebrauc kādā Latvijas ostā, ja tie nāk uz turieni ar nolūku izkraut tikai vienu kravas daļu, var patūrēt uz kuģa, piemērojoties tomēr attiecīgo valstu likumiem un noteikumiem, to kravas daļu, kuģa nolēma aizvešanai uz kādu citu ostu (tai pašā vai kādā citā valstī); šo pēdējo kravas daļu var atkal izvest, nemaksājot par to nekādus muitas nodokļus, izņemot apšargāšanas izdevumus, kuģi jāaprēķina pēc likmēm, kādas noteiktas nacionāliem kuģiem vai kuģiem, kuģi pieder vislielāko labvēlību baudošas valsts piederīgiem, turpinot braucienu uz vienu vai vairākām gala mērķa ostām, minētie kuģi tur var izkraut atlikušo kravas daļu, piemērojoties vienmēr attiecīgo valstu likumiem, tarifiem un muitas noteikumiem. Minētā veidā un ievērojot minēto ierobežojumu, katras līgumslēdzējas valsts kuģis var uzņemt kravas vairākās otras valsts ostās, turpinot braucienu uz ārzemēm.

24. pants.

Nekādus tonnažas, tranzīta, kanalu, ostu, loču, bāku un karantīnas vai citus nodokļus un nodevas vai tamlīdzīgus maksājumus, kāda nosaukuma tie arī nebūtu, kuģus ņem par labu valdībai, valsts ierēdņiem, privātpersonām, dažādām savienībām vai iestādēm, vai viņu uzdevumā, neuzliek vienas līgumslēdzējas valsts teritorialos ūdeņos otras valsts kuģiem, ja tie līdzīgos nosacījumos netiktu arī uzlikti nacionāliem kuģiem vai vislielāko labvēlību baudošas valsts kuģiem. Šādas vienlīdzīgas tiesības savstarpēji piemēro attiecīgiem kuģiem, neatkarīgi no vietas, no kurienes tie nāk, un no vietas, uz kurieni tie brauc.

25. pants.

Kuģi, kuģi izpilda vienas augstās līgumslēdzējas valsts kārtēju pasta dienestu, neatkarīgi no tā, vai tie pieder valstij vai saņem no viņas šai nolūkā pabalstu, bauda otras valsts teritorialos ūdeņos tādas pat atvieglinājumus, priekšrocības un neaizskājamības tiesības, kādas piešķirtas līdzīgiem vislielāko labvēlību baudošas valsts kuģiem.

26. pants.

Šī līguma noteikumi nepiešķir vienai no augstām līgumslēdzējām valstīm tiesību piekopt kabotažu vai pieprasīt sev priekšrocības, kuģas piešķirtas vai varētu tikt piešķirtas nacionālai zvejuiecībai.

27. pants.

Vienīgi katras augstās līgumslēdzējas valsts piekritīgiem konsulariem pārstāvjiem uzdots otrās valsts teritorijā uzturēt iekšējo kārtību uz viņu valsts tirdzniecības kuģiem, un vienīgi šiem pārstāvjiem piekrit tiesība izšķirt strīdu gadījumus, kuģi izceltos vai no jūrā, vai otras valsts teritorialos ūdeņos starp kapteinjiem, virsniekiem un personālu, it sevišķi attiecībā uz algu izmaksu un kontraktu pildīšanu. Tomēr jurisdikcijas pieder teritorialām iestādēm tādā gadījumā, ja

uz vienas līgumslēdzējas tirdzniecības kuģa, kas atrodas otrās valsts teritorialos ūdeņos, izceltos nekārtības, kuģas vietējās piekritīgās iestādes atzitu par tādām, kas traucē vai var traucēt mieru vai kārtību šinīs ūdeņos vai uz sauszemes.

28. pants.

Ja kāds jūrnīeks nobēg vienas augstās līgumslēdzējas valsts kuģa otras valsts teritorialos ūdeņos, vietējām iestādēm jāsniedz, likuma robežās, katra viņu varā esošā palīdzība, lai apcietinātu un izdotu šo nobēdēju, uz līguma pamata, kuģu šādā nolūkā piekritīgais tās valsts konsularais pārstāvis, kuģai pieder attiecīgais kuģis, iesniedz ar garantiju atliedzināt visus izdevumus, kuģi sakarā ar to celtos.

Līgumslēdzējas valstis vienojas, ka šī panta noteikumi nav attiecināmi uz jūrnīkiem vai citām kuģa ļaužu personām, kuģi ir tās valsts piederīgie, kur bēgšana notikusi.

29. pants.

Ja vienas augstās līgumslēdzējas valsts kuģis uzskrej sēkli otras valsts krastos, kuģim, kravai un personālam piemēro visas attiecībās tās pašas tiesības, kādas attiecīgo valstu likumdošana zem šiem nosacījumiem piešķir nacionāliem vai vislielāko labvēlību baudošas valsts kuģiem.

Tās valsts tuvākais konsularais pārstāvis, kuģai pieder kuģis, saņem visdrīzākā laikā attiecīgu paziņojumu, ar nolūku atvieglināt kapteinim iespējamību nocelt kuģi zem vietējo iestāžu uzraudzības un ar viņu palīdzību, kā arī pārraudzīt šo darbu.

Vietējām iestādēm visādā ziņā jāsniedz palīdzība konsularam pārstāvim, lai tas varētu izpildīt savu uzdevumu, aizstāvēt visas intereses pie kuģa un kravas glābšanas.

Ja kuģis bojāts un grimst vai tiek atstāts, iestādes pieprasa konsularā pārstāvja atzinumu par to, kādi soļi būtu jāsej visu interešu nodrošināšanai pie kuģa un kravas glābšanas, līdz tam brīdim, kad īpašnieki vai viņu pilnvarnieki ierodas.

Izglābtām mantām neuzliek nekādus muitas nodokļus, izņemot gadījumu, kad tās tiek izlietotas iekšējam patēriņam. Tomēr izglābtas pārtikas vielas, kuģas netiek pārdotas, bet izlietotas kuģa personāla uzturam, tiek atsvabinātas no nodokļiem. Attiecībā uz kuģa un kravas glābšanas un uzturēšanas nodokļiem un izdevumiem, sēkli uzskrejušam kuģim piemēro tās pašas tiesības, kādas būtu nacionālam kuģim līdzīgā gadījumā.

30. pants.

Sevišķa konvencija nokārto tilpuma apliecību un piekritīgo iestāžu izdoto kuģošanas apliecību savstarpējo atzīšanu.

31. pants.

Tirdzniecības kuģi, kas brauc zem Latvijas vai Danijas karoga un uz kuģiem atrodas viņu attiecīgos likumos un noteikumos paredzētie dokumenti viņu valsts piederības pierādīšanai, tiks Danijā un Latvijā attiecīgi atzīti par Latvijas un Danijas kuģiem.

32. pants.

Emigrācijas uzņēmumi, kuģi pielaisti vienā no abām valstīm, bauda visādā ziņā otrās valsts teritorijā tādas pat tiesības, priekšrocības, neaizskājamības un izņēmuma tiesības, kā vislielāko labvēlību baudošas valsts līdzīgiem uzņēmumiem.

33. pants.

Izņemot gadījumus, kur šis līgums nosaka citādi, augstās līgumslēdzējas valstis apņemas piešķirt sev savstarpēji, attiecībā uz viņu tirdzniecību, rūpniecību, profesijām, zemkopību un kuģniecību vismaz tādu pat labvēlību, kāda piešķirta vai varētu tikt piešķirta vislielāko labvēlību baudošai valstij.

34. pants.

Strīdi, kuģi varētu izcelties starp augstām līgumslēdzējām valstīm, attiecībā uz šī līguma piemērošanu un iztulkošanu, un kuģus nevarētu izšķirt diplomātiskā ceļā, nododami šķīrējtiesai, kuģi tādā gadījumā ņem dalību viens pārstāvis no katras augstās līgumslēdzējas valsts un viens šķīrējtiesnesis, kuģu līgumslēdzējas valstis izvēl no kādas trešās valsts piederīgiem. Ja abas valdības nevar vienoties par šķīrējtiesneša iecelšanu, tās lūdz Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas priekšsēdētāju iecelt tādu.

Šķīrējtiesas sēdekli noteic augstās līgumslēdzējas valstis vai šķīrējtiesnesis, ja neizdotos panākt attiecīgu vienošanos.

Šķīrējtiesa piemēro saasināto tiesāšanas kārtību, kuģa paredzēta Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas 1922. gada 24. martā pieņemtos noteikumus (Daļa C, 67.—70. pantam).

Katra no augstām līgumslēdzējām valstīm var nodot šķīrējtiesas lēmumus, mēneša laikā pēc viņu paziņošanas līgumslēdzējām valstīm, Pastāvīgai Starptautiskai Tiesai pārsūdzības nolūkā.

35. pants.

Nav uzskatāmas par šai līgumā noteiktā vislielākās labvēlības principa neievērošanu sekošās brīvības, neaizskājamības tiesības un priekšrocības:

- a) priekšrocības, kas piešķirtas vai tiks piešķirtas kaimiņvalstīm, lai atvieglinātu vietējo tirdzniecību kā vienas, tā arī otras pierobežas joslās iekšienē (Līdz maksimālam 15 kilometru attālumam uz abām pusēm no robežas);
- b) priekšrocības, kuģas viena no augstām līgumslēdzējām valstīm piešķirusi vai piešķirs kādai trešai valstij uz muitas apvienības pamata, kas jau pastāv vai tiks noslēgta nākotnē.

Dānija neatsauksies uz šī līguma noteikumiem, lai pieprasītu sev brīvības, neaizskājamības tiesības un priekšrocības, kuģas Latvija piešķir vai piešķirs kādai no Baltijas valstīm (Somijai, Igaunijai un Lietuvai) uz sevišķu līgumu pamata. Tas pats ir spēkā attiecībā uz priekšrocībām, kādas Latvija varētu piešķirt Socialistisko Republiku Savienībai uz konvenciju vai sevišķu muitas līgumu pamata.

Tomēr tas jāsaprot tā, ka Danija var sev pieprasīt nekavējoties minētās priekšrocības, tai gadījumā, ja Latvija viņas piešķirtu kādai angšā neminētai valstij.

Tāpat Latvija neatsauksies uz šī līguma noteikumiem, lai pieprasītu sev priekšrocības, kuģas Danija piešķirusi vai varētu nākotnē piešķirt Norvēģijai vai Zviedrijai vai abām šīm valstīm, kamēr minētās priekšrocības nav piešķirtas citām bez jau minētām valstīm.

Šī līguma noteikumi netiek piemēroti Grēnlandes teritorijā.

36. pants.

Šis līgums ratificējams un ratifikācijas dokumenti apmaiņāmi Rīgā.

Līgums stājas spēkā piecpadsmitā dienā pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas.

Līgums ir noslēgts uz vienu gadu, bet ja tas pēc šī laika notecēšanas nav uzteikts, tas tiek atjaunots klusējot uz noteiktu laiku un to var uzteikt katrā laikā.

Uzteikšanas gadījumā tas paliek spēkā sešus mēnešus, skaitot no tās dienas, kad viena no līgumslēdzējām valstīm paziņo otrai savu nodomu atteikties no līguma.

Šo apliecinot, pilnvarotie parakstīja šo līgumu, uzspiežot tam savus zīmogus

Līgums sastādīts divos oriģinālos Rīgā 1924. gada 3. novembrī.

(Paraksts)

L. Sēja.

(Paraksts)

J. Cian.

BEIGU PROTOKOLS.

Stājoties pie šai dienā noslēgtā līguma parakstīšanas, apakšā parakstījušies pilnvarotie vienojas par sekošo:

Ievērojot attiecības, kuģas pastāv starp Daniju un Islandi, saskaņā ar 1918. gada 30. novembra unijas likuma saturu, tiek noteikts, ka Latvija nevar atsaukties uz augšā minētā līguma noteikumiem, lai pieprasītu sev sevišķas priekšrocības, kuģas Danija piešķirusi vai nākotnē varētu piešķirt Islandei.

Beigu protokols sastādīts divos oriģinālos Rīgā 1924. gada 3. novembrī.

(Paraksts)

L. Sēja.

(Paraksts)

J. Cian.

Līguma un beigu protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1925. g. 3. aprīļa plenarsēdē.

J. Vesmans,
Saeimas sekretārs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par

tirdzniecības un kuģniecības līgumu starp Latviju un Islandi.

1. 1924. gada 3. novembrī Rīgā starp Latviju un Islandi noslēgtais un parakstītais tirdzniecības un kuģniecības līgums līdz ar beigu protokolu ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā no izsludināšanas dienas. Līdz ar likumu izsludināms arī šī likuma 1. pantā minētais līgums un beigu protokols un to tulkojums latviešu valodā.

3. Līgums līdz ar beigu protokolu stājas spēkā līguma 7. pantā paredzētajā ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienā.

Rīgā, 1925. g. 8. aprīlī.

Valsts Prezidents J. Čakste.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Lettonie et l'Islande.

La Lettonie d'un côté et l'Islande de l'autre côté, désirant favoriser et développer les relations économiques entre lesdits Pays, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation. A cet effet, le Gouvernement Letton et le Gouvernement Danois, au nom de l'Islande, en vertu de la loi unionnelle danoislandaise, ont nommé en qualité de Plénipotentiaires, savoir:

pour la Lettonie:

Monsieur Louis Sēja, Ministre des Affaires Etrangères,

pour l'Islande:

Monsieur J. Cian, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Mission spéciale,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

La Lettonie et l'Islande s'engagent à s'accorder réciproquement en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie et leur navigation un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article 2.

Pour ce qui concerne le commerce, le traitement de la nation la plus favorisée

s'appliquera spécialement aux droits d'importation et d'exportation et à tous autres droits de nature quelconque, ainsi qu'aux autres conditions pour l'importation et l'exportation, le transit et le transport des marchandises et aux prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation, à moins que celles-ci ne soient jugées nécessaires pour assurer la sécurité de l'Etat ou la sûreté publique ou pour des motifs sanitaires ou vétérinaires.

Article 3.

Pour ce qui concerne la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement aux droits de nature quelconque, ainsi qu'à l'égard de l'accès des navires à charger et décharger des marchandises et de toutes les formalités relatives aux navires et à leur équipage.

Article 4.

La nationalité des navires devra être réciproquement reconnue conformément aux documents et certificats se trouvant à bord du navire et qui à cet effet sont délivrés par les autorités compétentes de chacun des deux Pays en conformité des dispositions légales en vigueur qui autorisent le navire à battre le pavillon du Pays en question.

Une convention spéciale pourra régler la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et de navigabilité.

Article 5.

Les ressortissants ainsi que les sociétés de caractère économique de l'un des Pays Contractants jouiront à l'égard de l'accès à l'autre Pays, d'y acquiescer et

d'y posséder des biens meubles et immeubles, et d'y exercer leur industrie ainsi qu'à l'égard des impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, d'un traitement aussi favorable que celui que est accordé aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 6.

L'Islande n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Estonie, Lituanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes en vertu des conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois il est entendu que l'Islande pourra réclamer immédiatement lesdits avantages au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un des Etats non cités ci-dessus.

Article 7.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera encore en vigueur un an à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Riga le 3 novembre 1924.

Signé: L. Seja.
J. Cian.

PROTOCOLE FINAL.

Les soussignés, réunis en date d'aujourd'hui pour signer le Traité de Commerce et de Navigation ci-contre, sont convenus de ce qui suit:

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918, existant entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Lettonie, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 3 novembre 1924.

Signé: L. Seja.
J. Cian.

Tirdzniecības un kuģniecības līgums starp Latviju un Islandi.

Latvija no vienas puses un Islande no otras puses, vēlēdamās veicināt un atbalstīt saimnieciskos sakarus minēto valstu starpā, nolēma noslēgt tirdzniecības un kuģniecības līgumu. Šai nolūkā Latvijas valdība un Danijas valdība Islandes vārdā, uz Danijas-Islandes unijas likuma pamata, iecēla par saviem pilnvarotiem:

no Latvijas: Ludviga Sējas kungu, ārlietu ministri,

no Islandes: J. Cian kungu, ārkārtēju sūtni un pilnvarotu ministri sevišķam uzdevumam,

kuģi savstarpīgi iepazīšies ar viņu attiecīgām pilnvarām, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojās par sekošiem punktiem:

1. pants.

Latvija un Islande apņemas sev pieņemt savstarpīgi visās viņu tirdzniecības, ražošanas un kuģniecības attiecībās vienāz tikpat labvēlīgus noteikumus, kā tie, kuģi piešķirti vai tiks piešķirti vislielāko labvēlību baudošai valstij.

2. pants.

Tirdzniecībā vislielāko labvēlību baudošas valsts noteikumus piemēro īpaši atiecībā uz ievēdu un izvežu nodokļiem un uz visiem cita veida nodokļiem, kā arī atiecībā uz citiem preču ievēšanas un izvešanas, tranzīta un transporta nosacījumiem un uz ievēšanas un izvešanas aizliegumiem vai aprobežojumiem, ja šos pēdējos neuzskata par nepieciešamiem, valsts vai atklātās drošības uzturēšanai vai aizsardzībai sanitāriem vai veterināriem tirdzniecībā.

3. pants. Kuģniecībā vislielāko labvēlību baudošas valsts noteikumi piemērojami īpaši katra veida nodokļiem, kā arī kuģu pielaišanai iekšējā un izkšējā precēs un visām formalitātēm, kas attiecas uz kuģiem un viņu laudim.

4. pants. Kuģa valsts piederība savstarpīgi noteicama uz dokumentu un apliecību pamata, kas atrodas kuģī, ir izdoti šai nolūkā no vienas līgumslēdzējas valsts attiecīgām iestādēm, saskaņā ar spēkā esošiem likuma noteikumiem, un atļauj kuģim lietot attiecīgas valsts karogu.

Ar īpašu konvenciju nokārtos līguma apliecību un kuģošanas apliecību savstarpīgu atzišanu.

5. pants. Vienas līgumslēdzējas valsts piederīgie, kā arī saimnieciska rakstura sabiedrības bauda attiecībā uz ielaišanu otrā valstī, uz tiesību iegūt un valdīt tur kustamas un nekustamas mantas, nodarboties tur ar rūpniecību, kā arī attiecībā uz katrā veida nodokļiem un taksēm, tikpat labvēlīgus noteikumus, kā tie, kas ir piešķirti vislielāko labvēlību baudošas valsts piederīgie un sabiedrībām.

6. pants. Islande neatsauksies uz šī līguma noteikumiem, lai pieprasītu sev brīvības, neaizkaramības tiesības un priekšrocības, kuģas Latvija piešķir vai piešķirs kādai Baltijas valstij (Somijai, Igaunijai, Lietuvai) uz sevišķu līgumu pamata. Tas pats ir spēkā attiecībā uz priekšrocībām, kuģas Latvija varētu piešķirt Socialistisko Padomju Republiku Savienībai uz sevišķu konvenciju vai muitas līgumu pamata.

Tomēr tas ir jāsaprot tā, ka Islande var sev nekavējoties pieprasīt minētās priekšrocības gadījumā, ja Latvija piešķirusi tās kādā augšā neminētā valstij.

7. pants. Šis līgums ir ratificējams un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Rīgā pēc iespējas drīzā laikā.

Tas stājas spēkā tūlīt pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas un paliek spēkā vēl vienu gadu, skaitot no dienas, kuģā to uzteikusi viena līgumslēdzēja puse.

Šo apliecinot, pilnvarotie parakstījuši šo līgumu un uzspieduši tam savus zīmogus.

Līgums sastādīts divos eksemplāros Rīgā 1924. gada 3. novembrī.

(Paraksts) L. Sēja. (Paraksts) J. Cian.

BEIGU PROTOKOLS.

Stājoties šodien pie augšējā tirdzniecības un kuģniecības līguma parakstīšanas, apakšā parakstījušies vienojās par sekošo:

Ievērojot attiecības, kas pastāv starp Daniju un Islandi saskaņā ar 1918. g. 30. novembra unijas likuma saturu, Latvija nevar, atsaucoties uz augšminēto līguma noteikumiem, pieprasīt sev sevišķas priekšrocības, kuģas Islande piešķirusi vai nākotnē piešķirs Danijai.

Šo apliecinot, pilnvarotie parakstījuši šo protokolu.

Beigu protokols sastādīts Rīgā divos eksemplāros 1924. gada 3. novembrī.

(Paraksts) L. Sēja. (Paraksts) J. Cian.

Līguma un beigu protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1925. g. 3. aprīļa plenarsēdē.

J. Vesmans, Saeimas sekretars.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu. 1925. g. 3. aprīlī. Satiksmes ministrs J. Pauluks.

Papildinājums pie celtuvju lietošanas taksēs, public. „Valdības Vēstneša” 1925. g. 70. numurā.

II. nodalījums („uz pārējām upēm”) papildināms sekoši:

12) Kājnieks Ls 0,03.
Piezīmēs ievēdamais papildinājums:
3) No maksas nemāšanas par celtuves lietošanu atsvābināmas personas un iestādes, saskaņā ar ceļu likumu 41. p.

Šoseju un zemesceļu direktors, inženiers A. Siksnis.
Inspektors, inženiers J. Melnalksnis.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Ārlietu ministrija ar šo paziņo, ka „Valdības Vēstnesī” 1925. gada 8. aprīlī iespiestais protokols par 6. panta pārgrozīšanu 1924. gada 2. aprīlī Rīgā parakstītā Latvijas-Igaunijas nolīgumā par pierobežas joslas ceļu kopēju lietošanu apstiprināts ministru kabinetā 1925. gada 31. martā.

Rīgā, 1925. gada 6. aprīlī.

Ārlietu ministrs Z. Meierovics.

PROTOCOLE

portant modification de l'article 6 de l'Accord entre la Lettonie et l'Esthonie relatif à l'usage commun des routes situées dans la zone limitrophe, signé à Riga le 2 avril 1924.

Le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République d'Esthonie, également désireux de faciliter, dans toute la mesure du possible, l'usage commun des routes situées dans la zone limitrophe, organisé par l'accord passé à Riga le 2 avril 1924, sont convenus de remplacer le texte de l'article 6 du dit accord par la disposition suivante:

Article 6.

Les habitants de la zone limitrophe, porteurs, conformément à l'article 4 du présent accord, de cartes de légitimation, pourvues d'annotations sur l'usage d'une route commune laissée à leur disposition pour un itinéraire fixé, peuvent transporter par cette route, à travers le territoire de l'autre Partie Contractante, sans aucunes formalités douanières aux points de passage de la frontière, des produits, des marchandises achetées et des objets provenant de leur Etat et énumérés sur une liste spéciale établie par les autorités locales compétentes. Ces personnes ne sont soumises aux règlements douaniers que dans les cas suivants:

- 1) si elles transportent des marchandises non énumérées sur la liste spéciale;
- 2) si elles transportent sur le territoire de l'autre Etat dans le but de les vendre des produits, des marchandises et des objets, provenant de leurs Etats, ou biens si elles importent, dans le territoire de leur Etat des marchandises, des objets et des produits achetés sur le territoire de l'autre Etat.

En foi de quoi, les soussignés ont arrêté le présent Protocole, qui sera soumis à la confirmation des Gouvernements des deux Parties Contractantes et entrera en vigueur le 20 avril 1925.

Fait en double exemplaire et signé à Tallinn, le 16 mars 1925.

J. Seskis, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Lettonie en Esthonie.

R. Gabriel, Ministre de la Justice, remplaçant du Ministre des Affaires Etrangères.

Paziņojums.

Ārlietu ministrija ar šo paziņo, ka „Valdības Vēstnesī” 1925. gada 8. aprīlī iespiestā deklarācija par savstarpēju kuģu mēru grāmatu atzišanu starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību apstiprināta ministru kabinetā 1925. gada 26. martā.

Rīgā, 1925. g. 6. aprīlī

Ārlietu ministrs Z. Meierovics.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик, желая урегулировать вопрос о взаимном признании мерительных свидетельств, заявляет о своей готовности признавать, на основе взаимности, мерительные свидетельства, выданные в законной форме Портовыми Управлениями Морского Департамента Министерства Финансов Латвии.

Оно заявляет также о своем согласии исчислять портовые и другие сборы для судов, прибывающих в Союз Социалистических Республик под флагом Латвии, согласно с указанным в означенных свидетельствах тоннажем, и не подвергать эти суда каким бы то ни было новым измерениям в целях взимания сборов.

В случае, если бы Правительство Союза Советских Социалистических Республик изменило правила, относящиеся к исчислению тоннажа, Правительство Латвии будет об этом уведомлено по крайней мере за три месяца до вступления в силу этих правил.

Настоящая декларация вступает в действие со дня ее подписания, причем она теряет свою силу по истечении шести месяцев со дня сообщения Правительством Союза Социалистических Республик Правительству Латвии о своем отказе от нея.

PROTOKOLS

par 6. panta pārgrozīšanu 1924. gada 2. aprīlī Rīgā parakstītā Latvijas-Igaunijas nolīgumā par pierobežas joslas ceļu kopēju lietošanu.

Latvijas republikas valdība un Igaunijas republikas valdība, vēlēdamās atvieglināt, cik vien iespējams, pierobežas josla atrodošos ceļu kopēju lietošanu, kuģa organizēta ar Rīgā 1924. g. 2. aprīlī noslēgto nolīgumu, vienojušās atvietot minētā nolīguma 6. panta tekstu ar sekošiem noteikumiem:

6. pants.

Pierobežas joslas iedzīvotāji, kuģiem, saskaņā ar šī nolīguma 4. pantu, izdotas legītimācijas kartiņas ar atzīmēm par kāda kopēja ceļa lietošanu, kuģš nodots viņu rīcībā noteiktā ceļa gabalā, var pārvadāt pa šo ceļu, caur otras līgumslēdzējas valsts teritoriju, bez kādām muitas formalitātēm robežas pārejas punktos, produktus, pirktas preces un priekšmetus no viņu valsts, kuģi uzskaitīti vietējo kompetento iestāžu sastādītā specialā sarakstā.

Šīs personas padotas muitas noteikumiem vienīgi sekošos gadījumos:

- 1) ja viņas pārvadā preces, kuģas nav uzskaitītas specialā sarakstā;
- 2) ja viņas pārved otras valsts teritorijā, ar nolūku tur pārdot, savas valsts produktus, preces un priekšmetus, vai arī ja viņas ievē savas valsts teritorijā preces, priekšmetus un produktus, pirktus otras valsts teritorijā.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies sastādījuši šo protokolu, kuģš nododams abu līgumslēdzēju valstu valdību apstiprināšanai un stāties spēkā 1925. gada 20. aprīlī.

Sastādīts divos eksemplāros un parakstīts Rēvelē, 1925. g. 16. martā.

J. Seskis.

Latvijas ārkārtējais sūtnis un pilnvarotais ministrs Igaunijā.

R. Gabriel.

Tieslietu ministrs, ārlietu ministra vietas izpildītājs.

Padomju Socialistisko Republiku Savienības valdība, vēlēdamās nokārtot jautājumu par savstarpēju kuģu mēru grāmatu atzišanu, izsaka savu gatavību atzīt, uz reciprocitātes pamata, kuģu mēru grāmatas, kuģas likumā paredzētā kārtībā izdevušas Latvijas finansu ministrijas jūrniecības departamenta ostu valdes.

Viņa arī izsaka savu piekrišanu aprēķināt ostas un citus nodokļus kuģiem, kuģi zem Latvijas flagas ienāk Padomju Socialistisko Republiku Savienībā, saskaņā ar minētās kuģu mēru grāmatās norādīto tonāžu un neizdarīt nekādu šo kuģu pārērošanu nodokļu nemāšanas nolūkā.

Gadījumā, ja Padomju Socialistisko Republiku Savienības valdība grozītu noteikumus, kuģi attiecas uz tonāžas aprēķināšanu, tad par to Latvijas valdībai paziņos vismaz trīs mēnešus pirms šo noteikumu spēkā stāšanās.

Šī deklarācija stājas spēkā no viņas parakstīšanas dienas, pie kam viņa zaudē savu spēku pēc sešiem mēnešiem, skaitot no tās dienas, kad Padomju Socialistisko Republiku Savienības valdība paziņos Latvijas valdībai par savu atteikšanos no tās.

Составлена на русском и латышском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

Рига, тысяча девятьсот двадцать пятого года, марта 19. дня.

(Печать) Аралов.

Latvijas valdība, vēlēdamās nokārtot jautājumu par savstarpēju kuģu mēru grāmatu atzišanu, izsaka savu gatavību atzīt, uz reciprocitātes pamatu, kuģu mēru grāmatas, kuģas likumā paredzētā kārtībā izdevuši vietējie tehniskas uzraudzības, klasifikācijas un kuģu reģistrācijas biroji vai vietējie Padomju Republiku Savienības Krievijas reģistra biroji vai vietējie Padomju Socialistisko Republiku Savienības reģistra biroji.

Viņa arī izsaka savu piekrišanu aprēķināt ostas un citus nodokļus kuģiem, kuģi zem Padomju Socialistisko Republiku Savienības flagas ienāk Latvijā, saskaņā ar minētā kuģu mēru grāmatās norādīto tonāžu un neizdarīt nekādu šo kuģu pārmērošanu nodokļu ņemšanas nolūkā.

Gadījumā, ja Latvijas valdība grozītu noteikumus, kuģi attiecas uz tonāžas aprēķināšanu, tad par to Padomju Socialistisko Republiku Savienības valdībai paziņos vismaz trīs mēnešus pirms šo noteikumu spēkā stāšanās.

Šī deklarācija stājas spēkā no viņas parakstīšanas dienas, pie kam viņa zaudē savu spēku pēc sešiem mēnešiem, skaitot no tās dienas, kad Latvijas valdība paziņos Padomju Socialistisko Republiku Savienības valdei par savu atteikšanos no tās.

Sastādīta latviešu un krievu valodās, pie kam abi teksti uzskatāmi par autentišķiem.

Rīgā, viens tūkstots deviņi simti divdesmit piektā gadā, marta 19. dienā.

Albats. Aralov.

Sastādīta krievu un latviešu valodās, pie kam abi teksti uzskatāmi par autentišķiem.

Rīgā, viens tūkstots deviņi simti divdesmit piektā gadā, marta 19. dienā.

(Zīmogs) Aralovs.

Латвийское Правительство, желая урегулировать вопрос о взаимном признании мерительных свидетельств, заявляет о своей готовности признавать, на основе взаимности, мерительные свидетельства, выданные в законной форме Местными Бюро Технического Надзора, классификации и регистрации судов или Местными Бюро Российского Регистра Союза Советских Республик или Местными Бюро Регистра Союза Советских Социалистических Республик.

Оно заявляет также о своем согласии исчислять портовые и другие сборы для судов, прибывающих в Латвию под флагом Союза Советских Социалистических Республик, согласно с указанным в означенных свидетельствах тоннажем и не подвергать эти суда каким бы то ни было новым измерениям в целях взимания сборов.

В случае, если бы Правительство Латвии изменило правила, относящиеся к исчислению тоннажа, Правительство Союза Советских Социалистических Республик будет об этом уведомлено по крайней мере за три месяца до вступления в силу этих правил.

Настоящая декларация вступает в действие со дня ее подписания, причем она теряет свою силу по истечении шести месяцев со дня сообщения Правительством Латвии Правительству Союза Социалистических Советских Республик о своем отказе от нея.

Составлена на латышском и русском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

Рига, тысяча девятьсот двадцать пятого года, марта 19. дня.

Альбат Аралов.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Rīkojums.

Jelgavas apriņķa Vecauce policijas iecirkni pārdēvēju par Auce policijas iecirkni.

Rīgā, 1925. g. 6. aprīlī. № 10992.

Iekšlietu ministrs Ed. Laimiņš. Administratīvā departamenta direktors Šlosbergs.

Rīkojums.

Veselības departaments paziņo, ka visi tie zobu ārsti, kuri uz š. g. 30. janvārī „Valdības Vēstneša“ 23. numurā izsludinātā rīkojuma pamata, nebūs pārrēģistrējušies veselības departamentā, līdz š. g. 25. aprīlim, tiks izslēgti no zobu ārstu saraksta.

Rīgā, 1925. g. aprīlī.

Veselības departamenta direktora vietas izpildītājs Dr. M. Džonsons. Epidemioloģiskās nodaļas vadītājs Dr. J. Sentels.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Pasta ziņas.

Slēgta palīga nodaļa pie Lāčplēša dz. stacijas

Atklātas: a) pasta palīga nodaļa visāda veida pasta sūtījumiem Dundagas pagasta Laukgaļu mājās un b) telefona palīga nodaļa Vadakstes pag. valdē, Jelgavas apr.

Veckalsnavas un Ainažu pasta palīga nodaļas pārveidotas par pasta un telefona palīga nodaļām.

Ainažu nodaļā pieņem arī telegramas.

Pasta un telegrafa virsvalde

Rīga.

Latvijas bērnu palīdzības savienība

sarīko š. g. 10. aprīlī skolniekiem un skolnieku vecākiem bezmaksas priekšlasījumu Bolderājā, Palīdzības biedrības telpās, Stacijas ielā № 7, pulksten 1 dienā.

Lasis Dr. Neubergs „Fiziskā audzināšana“.

Rīgas ielu dzelzsceļu valde

paziņo, ka ielu dzelzsceļu kustība pa Lieldienu svētku laiku notiks sekosa kārtībā:

- 9. aprīlī (zaļā ceturtdienā) no plkst. 6 rītā līdz plkst. 12 naktī,
10. aprīlī (lielā piektdienā) no pulksten 7.30 min rītā līdz pulksten 9 vakarā,
11. aprīlī no plkst. 6 rītā līdz plkst. 12 naktī,
12. aprīlī (pirajā Lieldienā) no pulksten 7.30 min rītā līdz plkst. 12 naktī,
13. aprīlī (otrajā Lieldienā) no pulksten 7.30 min. rītā līdz pulkst. 12 naktī,
14. aprīlī no plkst. 6 rītā līdz plkst. 12 naktī.

Liela piektdienā (10. aprīlī) pēdējā vagoni aties no līniju gala punktiem I, II, III, IV un VI — plkst. 8.15 vakarā.

V — 8
VII, VIII un IX — 8.30

Rīgā, 1925. g. 6. aprīlī.

KURSI.

Rīgas biržā, 1925. gada 8. aprīlī.

Table with exchange rates for various currencies and commodities like American dollars, British pounds, and gold/silver prices.

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs A. Kacena. Zvērinātā biržas maklers Th. Summers.

Redaktors: M. Ārons.

Šim numuram 8 lappuses.

Tiesu sludinājumi.

Kaņa tiesa.

pamatodamās uz savu rīcības sēdes lēmumu: un kaņa tiesu līk. 951. un 953. p. p., meklē 3. Jelgavas kājā. pulka karavīrus Jāni Miķeļa d. Kalniņu un Krišjāni Alfrēdu Jāņa d. Smiltiņiku-Smiltiņiņu, apvainotus uz kaņa sod. līk. 128. p. l. d. un 133. p. p.

Kalniņš dzim. 1901. g. 1. augustā, luterticīgs, neprecējies, piederīgs pie Jelgavas pilsētas, pēc nodarbošanās kurpnieks. Smiltiņš dzimis 1902. g. 30. decembrī, luterticīgs, neprecējies, piederīgs pie Jelgavas pilsētas.

Personām, kuģām būtu zināma viņu uzturēšanās vietas, nekavējoties ziņot kaņa tiesai vai tuvākajai policijai, kuģai tos apcietināt un ievietot kaņa pārmācības iestādē, ieskaitot viņus 2 iec. kaņa izmeklēšanas tiesneša rīcībā, par ko paziņot pēdējam un tiesai.

Rīgā, 2. aprīlī 1925. g.

Kaņa tiesas priekšsēd., kapteinis H. Jakobsons. Sekret. k. ter. A. Rumpe.

Rīgas apgabaltiesas 3. civiltod.

saskaņā ar civ. proc. likumu 1958. p. ar šo paziņo, ka 21. aprīlī 1925. g., minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1905. gadā 25. aprīlī, mirušā Jāņa Jāņa d. Kleinhofa notarielo testamentu.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g. L. № 2906

Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretars A. Kalve.

Rīgas apgabalt. 3. civiltodāja.

saskaņā ar civilprocesa likumu 1958. p., ar šo paziņo, ka 21. aprīlī 1925. g., minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1905. gadā 25. aprīlī, mirušā Kokneses pagastā, Saukalnu mājās ipānieka atraiņa Jāņa Pēterīša d. Rimaņa testamentu.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g. L. № 2848

Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretars A. Kalve.

Rīgas apriņķa I. iecirkņa mirtiesnesis

ar šo atsauc savu sludinājumu ievietotu „Valdības Vēstneša“ № 65. š. g. par Viktora Pilzenieka meklēšanu.

Rīgā, 27. martā 1925. g.

766 Mirtiesneša v. i. (paraksts).

Ventspils II. iecirkņa mirtiesnesis

ziņo, ka atklātā tiesas sēdē Ventspilī, 27. aprīlī, pulksten 10 rītā, tiks nolasis mirušā Kriša Jāņsona testaments.

Ventspilī, 4. aprīlī 1925. g. № 103c/25 758

Mirtiesnesis (paraksts).

Kalsnavas pag. tiesa,

Cēsu apr., pamatojot uz savu 10. marta 1925. g. lēmumu un uz pagasta tiesu līk. 108. un 109. p. p. 1924. g. izd., dara zināmu, ka Juris Apsītis un viņa sieva Ede Apsīte, dzim. Kalsnavas mācītājmuižā, kuģiem pašiem ļaublicā bērnu nav, pieņem (adoptē) par savu bērnu Rīgas pilsētas bērnu patversmes „Strazdumuižā“ bez apgādnieka atstātu bērni Aleksandru Jāņa d. Kepske, kuģam audzināšanas pieņemšanas laikā ar 7 gadi, piešķirot adoptējamam visam mīļīgas bēna tiesības ar vārdu un uzvārdu „Jānis Apsītis“.

Personām, kuģām būtu kļūdas ierunas pret šo adopciju, liek uzacīnātas pieņemt tās šai pagasta tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī“ trešo reizi.

Pēc min. termiņa noteikšanas nekādi iebildumi vairs netiks pieņemti un adopcija skaitīsies par gājēju likumīgā spēkā.

Kalsnavā, 20. martā 1925. g. № 26.

Priekšsēdētāja v. P. Lapsiņš. 234 2 Darbvedis J. Licītis.

Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 15. aprīlī 1925. g., pulksten 10 dienā, Rīgā, lielā Grēcinieku ielā № 15, pārdos uz II. torģiem firmas „Brāji Gold“ kustamo mantu, sastāvošu no sīkprečēm un veikala iekārtas un novērtētu par Ls 16,603.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 28. martā 1925. g.

767 Tiesu izpild. Vildaus.

Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 21. aprīlī 1925. g., pulksten 11 dienā, Rīgā, Kungu ielā № 31, pārdos Annas Ekert kustamo mantu, sastāvošu no viesnīcas un dzīvokļa iekārtām un novērtētu par Ls 1205,50.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1. aprīlī 1925. g.

768 Tiesu izpild. Vildaus.

Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildīt.

paziņo, ka 14. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Skārņu ielā № 13, pārdos Kārļa Burbe kustamo mantu, sastāvošu no 1 drejbenķa un novērtētu par Ls 1500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1. aprīlī 1925. g.

769 Tiesas izpild. Vildaus.

Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 14. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Maršala ielā № 17, pārdos Leiba Chaita kustamo mantu, sastāvošu no mītiem un novērtētu par Ls 420.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1. aprīlī 1925. g.

770 Tiesas izpild. Vildaus.

Rīgas apgabaltiesas 2. iecirkņa tiesu izpildītājs

paziņo, ka 15. aprīlī 1925. g., pulksten 10 dienā, Rīgā, Vīlandes ielā № 2, dz. 6, Mucenieka lietā, pārdos Kārļa Priediņa kustamo mantu, sastāvošu no mebeļēm un novērtētu par Ls 300.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g.

771 Tiesu izpild. K. Krebs.

Rīgas apgabaltiesas 2. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 29. aprīlī 1925. g., pulksten 11 dienā, Rīgā, Vidzemes šosejā № 99, Lst. mazzaimn. krāj. aizd. sab. prasības lietā, pārdos Vilhelma Freiberga kustamo mantu, sastāvošu no rāspukām viegl. brauc. orm. kamanām, lejūgiem un bišu stropiem un novērtētu par Ls 280.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g.

772 Tiesu izpild. Krebs.

Rīgas apgabaltiesas 2. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 15. aprīlī 1925. g., pulksten 10 dienā, Rīgā, Tērbatas ielā № 15/17, J. Timmermaņa prasības lietā, pārdos Kārļa Priediņa kustamo mantu, sastāvošu no vienas papu griežamās mašīnas un grāmatām un novērtētu par Ls 650.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 7. aprīlī 1925. g.

775 Tiesas izpild. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g.

832 Tiesu izpild. Krebs.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 16. aprīlī 1925. g., pulksten 10 1/2 dienā, Rīgā, Lāčplēša ielā № 99, fabrikā, pārdos otrā ūtrupē akc. sab. „Latvijas stikls“ kustamo mantu, sastāvošu no čuguna pudeļu formām un kantoņa iekārtas un pirmā ūtrupē — no mašīnām, malk's, pudeļu formām un cita un novērtētu par Ls 1332.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 8. aprīlī 1925. g.

829 Tiesu izpild. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesas izpildītājs

paziņo, ka 23. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Lāčplēša ielā № 58, pārdos Jāņa Zibelko kustamo mantu, sastāvošu no mebeļēm un novērtētu par Ls 390.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 6. aprīlī 1925. g.

773 Tiesu izpild. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesas izpildītājs

paziņo, ka 16. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Marijas ielā № 23, veikalā, pārdos Perca Gundera kustamo mantu, sastāvošu no manufaktūras un novērtētu par Ls 360.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 6. aprīlī 1925. g.

774 Tiesu izpild. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesas izpildītājs

paziņo, ka 18. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Stabu ielā № 55, dz. 4, pārdos Adolfa Rozenberga kustamo mantu, sastāvošu no klavierēm un novērtētu par Ls 760.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 7. aprīlī 1925. g.

775 Tiesas izpild. Grinfelds.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 17. aprīlī 1925. g., pulksten 10 rītā, Rīgā, Kr. Barona ielā № 3, firmas „Protektor“ prasības lietā pārdos Abroma Šeera kustamo mantu, sastāvošu no manufaktūras, un novērtētu par Ls 250.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 4. aprīlī 1925. g.

699 Tiesu izpild. J. Zīrgēls.

Rīgas apgabaltiesas 7. iecirkņa tiesu izpildītājs

paziņo, ka 16. aprīlī 1925. g., pulksten 12 dienā, Rīgā, Robežu ielā № 21, pārdos Linas Gulbis kustamo mantu, sastāvošu no vistām, suņiem un mebeļēm un novērtētu par Ls 307.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 30. martā 1925. g.

777 Tiesu izpild. J. Kazubieras.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs

paziņo, ka 17. aprīlī 1925. g., pulksten 1 dienā, Rīgā, Tirgoņu ielā № 8, dz. 3, pārdos Lazara Goldšteina kustamo mantu, sastāvošu no 26 mtr. dubultplata moroken-zida un novērtētu par Ls 215.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 6. aprīlī 1925. g.

776 Tiesu izpild. J. Kazubieras.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpild.

paziņo, ka 17. aprīlī 1925. g., pulksten 1 dienā, Rīgā, Tirgoņu ielā № 8, dz. 3, pārdos Lazara Goldšteina kustamo mantu, sastāvošu no 27 mtr. baltā dipzida un novērtētu par Ls 215.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 6. aprīlī 1925. g.

778 Tiesu izpild. J. Kazubieras.

Rīgas apgabaltiesas 7. iecirkņa tiesu izpildītājs

paziņo, ka 17. aprīlī 1925. g., pulksten 1 dienā, Rīgā, Tirgoņu ielā № 8, dz. 3, pārdos Lazara Goldšteina kustamo mantu, sastāvošu no 27 mtr. baltā dipzida un novērtētu par Ls 215.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 6. aprīlī 1925. g.

779 Tiesu izpild. J. Kazubieras.

Galvenā intendantūras pārvalde Iepirks mutiskā un rakstiskā izsolē apm. 50 tonnu ziepju,

Irano intendantūras galvenā pārtikas noliktāvā, spīķeri № 16.
Izsoles notiks Rīgā, Valdemāra ielā № 10/12, dz. 3 (ie-ja no Elizabetes ielas)
23. aprīlī š. g., pulksten 10 no rīta.
Rakstiski piedāvājumi slēgtās aploksnēs ar uzrakstu: „Uz ziepju izsoli
23. aprīlī š. g.“, kā arī lūgumi pielaišanai mutiskā izsolē, nomaksāti ar attiecīgu
zimognodokli, iesniedzami galvenās intendantūras pārvaldes pārtikas daļas priekš-
niekam, Valdemāra ielā № 10/12, dz. 10, vai izsoles dienā tieši komisijai.
Izsoles dalībniekiem pirms izsoles iesākšanas jāiemaksā galvenā intendantū-
ras pārvaldes kasē, drošības nauda Ls 76 apm. no katras piedāvātās tonnas ziepju
Sīkākus izsoles noteikumus izsniedz galvenās intendantūras pārvaldes pār-
tikas daļa, darbības no pulkst. 10—15. 2 827

Rīgas pilsētas uzņēmumu nodalī vajadzīgas tvaika akmeņu ogles 8165 mtr. tonnas, no kuģām jāpiegādā:

- 1) Elekt. spēka stacijai, Andreja salā . 7000 mtr. ton.
- 2) Pilsētas lopkautuvei . 530
- 3) I. pilsētas slimnīcai 110
- 4) Bērnu slimnīcai 500
- 5) Sarkankalna slimnīcai 25

Ogļu šķiras var būt: „Best South Yorkshire Association hard screened
steam coals“ jeb „Best South Yorkshire Association washed double screened nuts“,
kuju īpašībām jāskatās ar piegādāšanas noteikumiem.

Ogļu jāpiegādā:
1) Elekt. spēka stacijai: 4000 ton. līdz 15. maijam š. g., 3000 ton. līdz
15. jūnijam š. g.; 2) pils. lopkautuvei: 530 ton. līdz 1. jūlijam š. g.; 3) I. pils.
slimnīcai: līdz 1. jūnijam š. g.; 4) bērnu slimnīcai: līdz 1. maijam š. g.; 5) Sar-
kankalna slimnīcai: līdz 1. jūlijam š. g.

Piegādājumi, aplūkoti ar attiecīgu zimognodokli, kuģos jāuzrāda cena Lat-
vijas valūtā i — ko piegādāšanas vieta ar uzkrāšanu par 1 mtr. tonnu, pelnu un
izgaisiņu vielu saturs, kā arī no kuģām raktuvēm ogles iegādātas, jāiesniedz
kopā ar parakstītiem ogļu piegādāšanas noteikumiem, slēgtās aploksnēs ar uzrakstu:
„Ogļu piedāvājums 20. aprīlī“ līdz 20. aprīlim š. g., pulksten 12 dienā, uzņēmumu
nodalījas kanceļā, Basteja bulv. № 10.

Bēz augšminētās ogļu markas var vēl piedāvāt citas markas pie kam uz-
ņēmumu nodalī patur sev tiesības pasūtīt ogles pēc saviem ieskatiem, neatkarīgi
no iesniegtiem piedāvājumiem.
Noteikumi par ogļu īpašībām un piegādāšanu saņemami turpat. 828

Saistošie noteikumi par tirgošanās laiku Lukstes pilsētā.

Pieņemti pilsētas domes sēdē
1924. g. 13. decembrī un apsti-
prināti ar Iekšlietu ministrijas
pašvaldības departamenta š. g.
2. februāra rakstu № 100844.

§ 1. Veikali, darbnīcas un uzņēmumi
var būt atvērti, ar šīs noteikumos pa-
redzētiem izņēmumiem, vasarā — no
1. maija līdz 1. oktobrim — no pulkst. 5
līdz 21, bet ziemā — no 1. oktobra
līdz 1. maijam — no pulkst. 6 līdz 21.

§ 2. Veikaliem, darbnīcām un uz-
ņēmumiem jābūt slēgtiem cauru dienu:
1. janvārī un lieldienu, vasarasvētku
un ziemas svētku pirmās dienās. Pārējās
svētku un svinamās dienās, kā arī svē-
tdienās, veikaliem, darbnīcām un uz-
ņēmumiem jābūt slēgtiem no pulkst. 10
līdz 13.

Piezīme: Lieldienu, vasarasvētku
un ziemasvētku trešās dienas, kā arī
zaļā ceturtdiena un 23. jūnijs piel-
dzinamas darbīdīenam.

§ 3. Traktieri, viesnīca buletes un
citas dzertuves var būt atvērti darb-
dienās no pulkst. 6 līdz 22, bet svētku
un svinamās dienās, kā arī svētdienās,
tie slēdzami līdzīgi citām tirgotavām (§ 2).

§ 4. Gada un nedēļas tirgos tirgo-
šanās atļauta no pulkst. 6 līdz 16.
Piezīme: Pastāvīgās tirgotavas uz
tirgus laukuma, kuņas iznomātas uz
veselu mēnesi, vai ilgāk, atļauts at-
vērt līdzīgi pārējām tirgotavām.

§ 5. Šie noteikumi neattiecas uz ap-
tiekām, viesnīcām, izņemot viņu buletes,
mēbelētām istabām un iebraucamām
vietām.

§ 6. Attiecoties uz kalpotājiem jā-
ievēro likums par darba laiku.
§ 7. Par šo noteikumu neizpildīšanu
vainīgie saucami pie atbildības pēc pa-
stāvīšiem kriminālaktiem.

§ 8. Uzraudzība par šo noteikumu
izpildīšanu tiek uzlikta pilsētas valdei
un policijai.
Šie noteikumi stājas spēkā pēc divām
nedēļām no viņu publicēšanas „Valdib.
Vēstnesī“.

Pilsētas galva Samovičs.
118 1 Sekretars J. Kļaviņš.

Dažādi sludinājumi.

- 51) Pārgrozījumi un papildinājumi no-
teikumos par naudu.
- 52) Likums par karaklausības likuma
26. panta papildinājumu.
- 53) Pārgrozījumi rūpniecības nolikumā,
kā arī likuma par izgudrojumu,
modeļu un preču nozīmju aizsar-
dzības apliecību un patentu izdo-
šanas kārtības noteikumu grozišanu.
- 54) Likums par akcīzes nodokli raugam.
- 55) Papildinājums agrārās reformas
likuma III. daļā.
- 56) Likums par Slokas pilsētas admi-
nistratīvām robežām.
- 57) Likums par Valsts kontroles štatiem.
- 58) Instrukcija akciju un pašu sabie-
driību likvidācijas komisijām.
- 59) Papildinājumi noteikumos par sīko
metāla naudu un sīkās metāla
naudas ārējo veidu.

„VIRTORIA“ otra kārtēja vispārēja sapulce

notiks 29. aprīlī š. g., plkst. 8 vakarā,
akciju sabiedrības telpās, Rīgā, Marstaļu
ielā № 16.

Dienas kārtība:
1) Valdes un revīzijas komisijas ziņojumi.
2) Balances un pārskats par 1924. g.
apstiprināšana un peļņas sadalīšana.
3) Valdes atsavināšana no atbildības
par 1924. gada darbību.
4) Budžets 1925. gadam.
5) Direktoru vēlēšanas izstājušos vietā.
6) Revīzijas komisijas vēlēšana.
7) Dažādi jautājumi.

Saskaņā ar statutu § 63. otra vispā-
rēja sapulce notiks 13. maijā 1925. g.,
plkst. 8 vakarā, sabiedrības telpās, pie
tās pašas dienas kārtības un būs piln-
tiesīga, neskatoties uz sanākušo biedru
skaitu.

Akcionāriem, kuri vēlas piedalīties,
sapulcē uz statutu § 55 pamata jāuzrāda
septiņas dienas pirms sapulces savas
pagaidu apliecības vai akcijas oriģinālos
un tādu ķīlu zīmes 716 Valde.

A. Kriegsmāna korķu fabrikas akciju sabiedrības valde uzaicina akcionāru kungus uz vispārēju sapulci

kuņa notiks 14. maijā 1925. g., plkst.
12 dienā, Rīgā, Lāčplēša ielā № 87.

Dienas kārtība:
1) Valdes ziņojumi. 2) Akciju sabie-
dības tālākās darbības noteikšana.
3) Pārveidošanas komisijas ziņojums un
lemšana par sabiedrības varbūtēju likvi-
dāšanu. 4) Vēlēšanas. 5) Dažādi priekš-
likumi.

Akcionāriem, kuri vēlas ņemt dalību
vispārējā sapulcē, jāiesniedz savas akcijas,
vai jāpieteic savas tiesības uz tādām,
sabiedrības kantori, Rīgā, Lāčplēša ielā
№ 87, līdz 28. aprīlim 1925. g.
801 Valde.

Grienvaldes lauksaimniec. biedr. pārdos vairāksolišanā

24. aprīlī š. g., plkst. 12 dienā, Grienv-
valdes Lieldridiņa muižā, vaistai nede-
rīgu kuilī. 813 Valde.

Akciju sabiedrība „A.G. SCHROEDER & Ko.“ uzaicina savus akcionārus uz kārtēju vispārēju sapulci

2. maijā š. g. pulkst. 6 dienā, Rīgā,
M. Kalēju ielā № 10/12.
Dienas kārtība:

- 1) Balances caurskatīšana un apstiprinā-
šana un pārskats par 1924. g.
- 2) Tīras peļņas sadalīšana.
- 3) Budžeta un darbības gaitas caurskatī-
šana un apstiprināšana uz 1925. g.
- 4) Vēlēšanas.
- 5) Dažādi priekšlikumi.

Gadījumā, ja 2. maijā š. g. nesanāktu
noteiktais biedru skaits, tad notiks **otra
pilna sapulce** 16. maijā š. g.,
turpat tani pašā laikā un ar to pašu
dienas kārtību, kuņa, neskatoties uz
ieradušos biedru skaits, būs sprieduma
spējīga. 809 Valde.

Rīgas akciju sabiedrības „atī. fabr. Bernhards Bekers“ kārtējā pilnā sapulcē

notiks 29. aprīlī 1925. g. plkst. 5 pēc
pusd. Rīgā, Latvijas tirgotāju un rūp-
nieku savienības telpās, Gildes ielā
(Gildstabenstr.) № 4.

Dienas kārtība:
1) Sapulces vadība un rakstveža vēlēšana.
2) Gada pārskats.
3) Revīzijas komisijas ziņojums.
4) Ziņojums par norēķinu ar B. Bekeru.
5) Jaunu līdzekļu meklēšana, resp. uz-
ņēmuma likvidēšana.
6) Vēlēšanas.
7) Dažādi priekšlikumi.

Ja 29. aprīlī š. g. nesanāktu statutu 55 §
noteiktais akcionāru skaits, tad pilna
sapulce ar augšā minēto dienas kārtību
notiks, uz statutu 57 § pamata, pie jeb-
kāda akcionāru skaita, 15. maijā š. g.
plkst. 17, augšā minētās telpās.
808 Valde.

Rīgas transporta akciju sabiedrība „HANZA“ uzaicina akcionārus ierasties 30. aprīlī š. g. pulkst. 4 p. p. sabiedrības telpās i. Smiļšu ielā 11/13 uz

kārtēju pilnu sapulci.
Dienas kārtība:

- 1) Sapulces vadītāju vēlēšanas.
- 2) Gada pārskats par 1924. g., valdes
un revīzijas komisijas ziņojumi.
- 3) Budžeta apstiprināšana.
- 4) Vēlēšanas.

Akcionāriem, kuņu īpašumā atrodas
akcijas uz uzraudzību, jāpieteic tādas
vismaz 7 dienas iepriekš sasaukamās
pilnās sapulces.
807 Valde.

Standard tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība vispārējā akcionāru sapulci

30. aprīlī 1925. g., akciju sabiedrības
kantori Rīgā, L. Aldaru ielā 11, plkst. 6 p. p.
Dienas kārtība:

- 1) Pārskats par novembra un decembra
1924. g. darbību nolasišana, revīzijas
komisijas ziņojumi, norēķina pie-
ņemšana un zaudējumu norakstīšana.
- 2) Budžets par 1925. g.
- 3) Noteikumi par termiņiem priekš akciju
kapitāla tālākām iemaksām.
- 4) Dažādi jautājumi un priekšlikumi.
806 Valde.

Akc. sabied. Liepājas eļļas fabrika agr. Kielera kārtēja pilnā sapulcē,

kuņa notiks 12. maijā 1925. g., plkst.
10 no rīta sabiedrības biroja telpās.

Programma:
1) Norēķina uz 31. decembri 1924. g.
caurskatīšana un apstiprināšana.
2) Ziņojums par pagājušo 1924. darbības g.
3) Revīzijas komisijas 3 locekļu vēlēš.
4) Direktijas 1 locekļa vēlēšana.
5) Dažādi jautājumi 803

Bauskas apr. pr-ka pal. 2. iec. pārdos atklātā izsolē

1925. g. 16. aprīlī, plkst. 11 no rīta,
Iecavas pagasta Brantmuižā Mārti-
ņam Kulikovskim aprakstītas mantas:
vienu gateri firmas „Bramberg“, vienu
majamo gaņģi un vienu laivu, dēļ no-
dokļu un citu parādu piedziņas.
Mantas apskatīt un pārdošanas notei-
kumus uzziņāt varēs uz vietas pārdoša-
nas dienā. 814

Rīgas ostas brīvprātīgo ugunsdzēsēju biedrība

ar šo izsludina par nederīgu viņas
no 8. marta 1925. g. nozūdušo zimogu.
721 Valde.

Paziņojums.

Ar šo paziņoju, ka mums līdzdaļnieks
Lazars Davidson k-gs
no mūsu kopīgās komisijas veikalā „Latonus“ Rīgā, Brīvības ielā № 28,
19. martā 1925. g. izstājies ir un es ar minēto dienu sākot kā vienīgais ko-
misijas veikalā „Latonus“ īpašnieks skaitos.
818 Augstienībā
Meijers, Meilachs Damskij.

Rīgas starptautiskās bankas akc. sab. valde pagodinās ielūgt savus akcionārus, saskaņā ar bankas statutu § 63 uz

kārtējo pilno sapulci

kuņa notiks ceturtdien, š. g. 30. aprīlī, pulksten 6 pēc pusdienas, bankas telpās
i. Smiļšu ielā № 23/25.
Dienas kārtība:

- 1) Gada pārskats par 1924. g. un valdes atsavināšana no atbildības.
- 2) Peļņas sadalīšana.
- 3) 1925. gada izdevumu budžets.
- 4) Statutu § 76 grozišana.
- 5) Vēlēšanas.
- 6) Dažādi jautājumi.

Akcionāriem, kuři vēlas piedalīties sapulcē, jāiesniedz ne vēlāk kā 14 dienas
pirms sapulces savas akcijas sekošos institutos:
Rīgā, bankas kasē.
Berlīnē, pie Komerc- & Privat bankas akc. sab., Behrenstrasse № 46/48.
Brazīlējā, pie Brāji Röchling bankā, Mohrenstrasse № 62.
Bazelē, Röchling & Co banka.
Nu-Jorkā, Hallgarten & Co. 44 Pine Street.
State Bank, 374-378 Grand Street.
Gadījumā, ja uz sasaukto sapulci nepietiktu akcijas vai neierastos akcionāru
kā paredzēts statutu § 64 vajadzīgā daudzumā — valde sasauc uz ceturtdienu,
14. maijā otrā sapulci, kuņa būs pie kātra ieradušos akcionāru skaita pilntiesīga.
713 Valde.

Akciju sabiedrības „BUFFALO“ sasauc kārtēju pilnu sapulci

5. maijā š. g. plkst. 6 v. Rīgas Iabrikantu biedrības telpās, Rīgā, M. Grēcinieku
ielā 1 — ar sekošu dienas kārtību:

- 1) Sapulces vadītāja vēlēšana;
- 2) Gada pārskats par 1924. g. un valdes un revīzijas komisijas ziņojumi;
- 3) Akciju sabiedrības statutu grozišana un saskaņošana ar normalstatu-
tiem (sevišķi §§ 1, 24, 40—47 u. t. l.);
- 4) Sabiedrības mantību pārveidošana laos;
- 5) Jautājums par darbības atjaunošanu un nekustamas mantas izlietošanu;
- 6) Valdes un revīzijas komisijas locekļu vēlēšanas;
- 7) 1925. gada budžets;
- 8) Valdes kredītešanas jautājums;
- 9) Instrukcija valdei un
- 10) Dažādi jautājumi un ziņojumi.

Saskaņā ar statutu § 57 akcionāriem jāpieteic savas akcijas fabrikas telpās,
Ganību dambī № 30, ik dienas no plkst. 5—6 p. p. vismaz septiņas dienas pirms
vispārējās sapulces sanāksmes dienas. 804

Krievu krāj-dzēvu kases valde dib. 1871. g. Rīgā

pagodinās paziņot kases dalībniekiem, ka trešdien, 22. aprīlī š. g. pulksten
7 vakarā, „Dancing Palace“ telpās, Elizabetes ielā № 55, Brīvības ielas stūrī
notiks kases dalībnieku

kārtēja pilna sapulce.

Dienas kārtība:
1) Kases norēķins par 1924. g.
2) Revīzijas komisijas ziņojums.
3) 1924. g. peļņas sadalīšana.
4) Budžets 1925. g.
5) Valdes priekšlikumi.
6) Padomes, valdes, revīzijas komisijas, locekļu un kandidātu vēlēšanas.
802 Valde.

Tirdzn. un rūpn. akciju sabiedrība M. Zitmana valde, ar šo paziņo ka 1925. g. 26. aprīlī, tiek sasaukta plkst. 5 p. p. Rīgā, Mer- ķeļa ielā № 5, dz. 3, Akc. sab. M. Zit- mans akcionāru

otra pilna kārtēja sapulce
ar sekošu dienas kārtību:
1) Sapulces vadītāju vēlēšana.
2) Gada pārskats par 1924. g. un revīz-
ijas komisijas ziņojums.
3) Peļņas sadalīšana un atbildības no-
teikšana valdei.
4) Budžets tekošam 1925. g. un turp-
mākas darbības plans.
5) Vēlēšanas.
6) Jautājumi un ziņojumi.
800 Valde.

Automobiļu satik. pašu sabied. AUTOTAKSI, kārtēja pilna sapulce,

notiks ceturtdien, 30. aprīlī š. g.,
plkst. 6 p. p., Dzimavu ielā № 41,
A. Glasnieka kga kantori.
Dienas kārtība:
1) Gada pārskats par sabiedrības dar-
bību 1924. g.
2) Revīzijas komisijas ziņojums.
3) Budžets un darbības plans 1925. g.
4) Garāžas iegūšana.
5) Valdes un revīzijas kom. vēlēšanas.
6) Dažādi jautājumi.
799 Valde.

Attiecoties uz 1924. g. 3. oktobra
„Vald. Vēstn.“ 225. num. iespiesto slū-
dinājumu un pamatojoties uz 1920. g.
23. aprīļa un 1921. g. 20. aprīļa liku-
miem un uz statutiem

Māšub. akc. sab. R. H. Mantels valde, tevērējot, ka paredzētā sludinājuma laikā nekādas pieteikšanas nav notikušas, ar šo paziņo, ka nosudušās augšā minētās sabiedrības akcijas №№ 1481—1490, 1991—2000, 2151—2190, 2741—2750, 2827—2906, 3111, 3114 ir atsispar nederīgām un viņu vietā īpašniekiem

tiks izdotas jaunas akcijas ar tiem
pašiem numuriem.
Mašubūv. akc. sabiedrības
R. H. Mantels valde.

Miļta tirdzn. un rūpniecības akc. sab. Ozoliņ valde, sasauc 29. aprīlī 1925. g. darbu kantora telpās, Rīgā, Ventspils ielā № 9, pilnu akcionāru sapulci, plkst. 3.

ar sekošu dienas kārtību:
1) Valdes ziņojums.
2) Apgrozījuma kapitāla p. lēmšana
3) Revīzijas kom sijas locekļu ievēlēšana.
4) Dažādi priekšlikumi un jautājumi.
805 Valde.

Nacionālais teatrs. Trešdien, 8. aprīlī, pulksten 7 1/2 vakarā

Pirmo reizi
„Zaļis“
A. Bernšteina drama 3 cēļienos.
Ceturtdien, 9. aprīlī, pulksten 2 dienā
tautas izrādē
„Prāta cilvēki“
Pulksten 7 1/2 vakarā
„Zaļis“ 785

Nacionālais teatrs Lieldienu svētku reperitru

Pirmos svētkos, 12. apr., plkst. 2 dienā
„Spitnieces precības“
Pulksten 7 1/2 vakarā
„Zaļis“
Otros svētkos, 13. apr., pulkst. 2 dienā
Lilijas Stengel viesu izrādē
„Kameliju dāma“
Pulksten 7 1/2 vakarā
„Sievu kapi ar Belcebub“
Trešos svētkos, 14. apr., plkst. 2 dienā
„Arājdēls“
Pulksten 7 1/2 vakarā
„Šķaistas sievietes“ 817